

II. La clé de la situation internationale est en Allemagne

L'objet des présentes lignes est d'indiquer même à grands traits, la tournure que prend actuellement la situation *politique* mondiale du fait des contradictions fondamentales du capitalisme décadent, contradictions compliquées et aggravées par une grave crise commerciale, industrielle et financière. Les considérations rapidement ébauchées ci-dessous sont loin d'aborder tous les pays et toutes les questions et feront ultérieurement l'objet d'une étude collective et sérieuse.

1. La révolution espagnole a créé les prémisses politiques générales à la lutte directe du prolétariat pour le pouvoir.

Les traditions syndicalistes du prolétariat espagnol se sont révélées immédiatement comme l'un des principaux obstacles au développement de la révolution. Les événements ont pris l'Internationale communiste à l'improviste. Le Parti communiste, totalement impuissant au début de la révolution, a adopté une position erronée sur toutes les questions fondamentales.

L'expérience espagnole a montré, rappelons-le, que la direction actuelle de l'Internationale communiste est un terrible instrument de désorganisation de la conscience révolutionnaire des ouvriers d'avant-garde. Le retard extraordinaire pris par l'avant-garde prolétarienne sur le développement des événements, la dispersion au niveau politique des luttes héroïques des masses ouvrières, l'assistance mutuelle que se prêtent fait l'anarcho-syndicalisme et la social-démocratie, telles i les principaux facteurs politiques qui ont permis à la bourgeoisie républicaine alliée à la social-démocratie de mettre pied un appareil de répression et, en portant des coups successifs aux masses qui se soulevaient, de concentrer un pou politique important dans les mains du gouvernement.

Cet exemple montre que le fascisme n'est nullement le seul moyen dont dispose la bourgeoisie pour lutter contre les masses révolutionnaires. Le régime qui existe aujourd'hui en Espagne correspond essentiellement à la notion de *kerenskysme*, c'est-à-dire au dernier (ou à l'avant-dernier) gouvernement de " gauche " que la bourgeoisie puisse mettre en avant dans sa lutte contre la révolution. Un gouvernement de ce type ne signifie pas nécessairement faiblesse et prostration. En l'absence d'un puissant parti révolutionnaire du prolétariat, la combinaison de pseudo-réformes, de phrases de gauche, de gestes encore plus de gauche et de mesures de répression peut rendre à la bourgeoisie plus de services réels que le fascisme.

Inutile de dire que la révolution espagnole n'est pas terminée. Elle ne s'est pas acquittée de ses tâches les plus élémentaires (questions agraire, nationale, religieuse) et elle est loin d'avoir épuisé les ressources révolutionnaires des masses populaires. La révolution bourgeoise ne pourra rien donner de plus que ce qu'elle a donné jusqu'à présent. Du point de vue de la révolution prolétarienne, la situation actuelle de l'Espagne peut tout au plus être qualifiée de préévolutionnaire. Il est fort probable que le développement prochain de la révolution espagnole traînera plus ou moins en longueur. Par-là, le cours de l'histoire ouvre un nouveau crédit au communisme espagnol.

2. La situation en Angleterre peut également être qualifiée, non sans raison, de préévolutionnaire, à la seule condition d'admettre qu'entre une situation préévolutionnaire et une situation directement révolutionnaire, il peut s'écouler une période de quelques années, avec des flux et des reflux partiels. La situation économique en Angleterre a atteint un degré d'extrême gravité. Mais la superstructure politique dans ce pays ultra-conservateur retarde considérablement sur les changements intervenus au niveau de la base économique. Avant de lancer de nouvelles formes et méthodes politiques, toutes les classes de la nation anglaise essaient encore de fouiller dans les

vieux greniers, de retourner les vieux habits de grand-père et de grand-mère, etc. Le fait est qu'en Angleterre il n'existe toujours pas, malgré le terrible déclin national, de parti révolutionnaire important, ni son antipode, le parti fasciste.

C'est ce qui a permis à la bourgeoisie de mobiliser la majorité du peuple sous le drapeau " national ", c'est-à-dire sur le mot d'ordre le plus creux qui soit. Dans la situation actuelle prérévolutionnaire, le conservatisme archi-obtus a acquis une prépondérance politique gigantesque. Il faudra, selon toute vraisemblance, plus d'un mois et, peut-être, plus d'une année, pour que la superstructure politique soit en accord avec la situation économique et internationale réelle du pays.

Il n'y a aucune raison de penser que l'effondrement du bloc " national " - et un tel effondrement est inévitable à plus ou moins court terme - provoquera immédiatement soit la révolution prolétarienne (il ne peut y avoir, évidemment, d'autre révolution en Angleterre), soit le triomphe du " fascisme ".

Au contraire, il est beaucoup plus vraisemblable que sur la voie du dénouement révolutionnaire, l'Angleterre connaîtra une longue période de démagogie radicale, démocratique, sociale et pacifiste, dans le goût de Lloyd George et du Labour Party. Le développement historique de l'Angleterre offrira sans aucun doute encore un répit important au communisme britannique pour qu'il se transforme en parti authentique du prolétariat, lorsque le dénouement s'annoncera tout proche.

Cela n'implique nullement que l'on puisse continuer à perdre son temps en expériences périlleuses et en zigzags centristes.

Dans la situation mondiale actuelle, le temps est la plus précieuse des matières premières.

3. La France que les sages de l'Internationale communiste avaient placée, il y a un an et demi ou deux ans, " au premier rang de la montée révolutionnaire ", apparaît en fait comme le pays le plus conservateur d'Europe et peut-être aussi du monde entier. La solidité relative du régime capitaliste France s'explique, dans une large mesure, par son caractère arriéré. La crise s'y est manifestée - moins violemment que dans les autres pays. Dans le domaine financier, Paris tend même à égaler New York. La " prospérité " financière actuelle de la bourgeoisie française trouve sa source immédiate dans pillage organisé à Versailles. Mais la paix de Versailles dissimule la menace principale pour tout le régime de la République française. Il existe une contradiction criante qui conduira inévitablement à une explosion, entre le chiffre de la population, les forces productives et le revenu national de la France d'une part, sa place à l'échelle internationale d'autre part. Pour si tenir son éphémère hégémonie, la France, aussi bien " nationale " que radicale-socialiste, est obligée de s'appuyer dans le monde entier sur les forces les plus réactionnaires, sur les formes d'exploitation les plus archaïques, sur l'immonde clique roumaine, sur le régime corrompu de Pilsudsky, sur la dictature de la junte militaire en Yougoslavie ; elle est obligée de défendre le morcellement de la nation allemande (Allemagne et Autriche) et le corridor polonais en Prusse orientale, d'aider l'intervention japonaise en Mandchourie, d'exciter la clique militaire japonaise contre l'URSS, d'apparaître comme l'ennemi principal du mouvement de libération des peuples coloniaux, etc., etc. La contradiction entre le rôle de second plan de la France dans l'économie mondiale et ses privilèges et ses prétentions monstrueuses en politique mondiale, apparaîtra chaque jour plus nettement, accumulera les dangers, ébranlera sa stabilité intérieure, suscitera l'inquiétude et le mécontentement des masses populaires et provoquera des changements politiques de plus en plus profonds. Ces processus apparaîtront certainement au grand jour lors des prochaines élections législatives.

Mais d'un autre côté, tout laisse supposer qu'en l'absence d'événements importants hors du pays (la victoire de la révolution en Allemagne ou inversement la victoire du fascisme), les rapports intérieurs en France même évolueront dans la période à venir, de manière relativement "harmonieuse", ce qui permettra au communisme de mettre à profit une période importante de préparation pour se renforcer jusqu'à l'apparition d'une situation prérévolutionnaire et révolutionnaire.

- 4. Aux États-Unis** qui sont le pays capitaliste le plus puissant, la crise actuelle a mis à nu avec une violence stupéfiante des contradictions sociales effrayantes. Les États-Unis sont passés sans transition d'une période de prospérité inouïe qui stupéfia le monde entier par un feu d'artifice de millions et de milliards de dollars, au chômage de millions de personnes, à une période de misère biologique épouvantable pour les travailleurs. Une secousse sociale aussi importante ne peut pas ne pas marquer l'évolution politique du pays. Aujourd'hui, il est encore difficile, au moins pour un observateur de l'extérieur, de déterminer quelle peut être l'importance de la radicalisation des masses ouvrières américaines. On peut supposer que les masses elles-mêmes ont été à ce point surprises par la crise de conjoncture catastrophique, à ce point écrasées et abasourdies par le chômage ou la peur du chômage, qu'elles n'ont pas encore réussi à tirer les conclusions politiques les plus élémentaires du malheur qui s'est abattu sur elles. Pour cela, il faut un certain temps. Mais les conclusions seront tirées. La crise économique gigantesque qui a pris l'aspect d'une crise sociale, se transformera inévitablement en une crise de la conscience politique de la classe ouvrière américaine. Il est tout à fait possible que la radicalisation révolutionnaire de larges couches ouvrières se produise non lorsque la conjoncture sera plus basse, mais au contraire quand on se dirigera vers une reprise économique et un nouvel essor. D'une manière ou d'une autre, la crise actuelle ouvrira une ère nouvelle dans la vie du prolétariat et du peuple américain dans son ensemble. On peut s'attendre à de sérieux bouleversements et à des règlements de comptes au sein des partis dirigeants, à de nouvelles tentatives pour créer un troisième parti, etc. Le mouvement syndical, dès que les premiers symptômes d'un revirement de la conjoncture, ressentira vivement le besoin de s'arracher à l'état de la bureaucratie corrompue de la Fédération Américaine du Travail. Simultanément le communisme verra s'ouvrir devant lui d'immenses possibilités.

Dans le passé, l'Amérique a déjà connu à plusieurs reprises des explosions violentes de mouvements de masse révolutionnaires ou à demi révolutionnaires. Ces mouvements retombaient chaque fois rapidement soit parce que l'Amérique entrait dans une nouvelle période d'essor économique impétueux, soit parce que les mouvements se caractérisaient par un empirisme grossier et une impuissance théorique. Ces deux phénomènes appartiennent maintenant au passé. Un nouvel essor économique (on ne saurait l'exclure à l'avance) devra s'appuyer non sur un "équilibre" intérieur mais sur l'actuel chaos économique mondial. Le capitalisme américain entrera dans une phase d'impérialisme monstrueux, de course aux armements, d'immixtion dans les affaires du monde entier, de secousses militaires et de conflits. Par ailleurs, les masses radicalisées du prolétariat américain trouvent dans le communisme - ou, plus exactement, trouveront si la politique menée est juste - non plus le vieux mélange d'empirisme, de mysticisme et de charlatanisme, mais une doctrine fondée scientifiquement qui est à la hauteur des événements. Ces changements radicaux laissent prévoir avec certitude que la crise révolutionnaire dans le prolétariat américain, crise inévitable et relativement proche, ne sera plus "un feu de paille", mais le début d'un véritable incendie révolutionnaire. Le communisme en Amérique peut marcher avec assurance vers son avenir glorieux.

- 5. L'aventure tsariste en Mandchourie** a été à l'origine de la guerre russo-japonaise ; et la guerre fut à l'origine de la révolution de 1905. Actuellement l'aventure japonaise en Mandchourie peut amener la révolution au **Japon**.

Au début du siècle le régime féodal et militaire servait encore avec succès les intérêts du jeune capitalisme japonais. Mais pendant le premier quart du XX^e siècle, le développement capitaliste a provoqué une extraordinaire désagrégation des anciennes formes sociales et politiques. Le Japon, depuis cette époque, s'est engagé déjà plusieurs fois sur la voie de la révolution. Mais une classe révolutionnaire puissante, capable de remplir les tâches nées du développement, faisait défaut. L'aventure en Mandchourie peut accélérer l'écroulement révolutionnaire du régime japonais. La Chine d'aujourd'hui, si affaiblie qu'elle soit par la dictature des cliques du Kouo-Min-Tang, est profondément différente de la Chine que le Japon, à la suite des puissances européennes, avait violée dans le passé. La Chine n'est pas en mesure de rejeter immédiatement le corps expéditionnaire japonais, mais la conscience nationale et l'activité du peuple chinois ont crû considérablement : des centaines de milliers, des millions de Chinois ont fait leur apprentissage des armes. Ils vont improviser toujours plus de nouvelles armées. Les Japonais se sentiront assiégés. Les chemins de fer serviront beaucoup plus à des objectifs militaires qu'à des objectifs économiques. Il faudra envoyer de plus en plus de troupes. En prenant de l'ampleur, l'expédition en Mandchourie épuisera l'organisme économique du Japon, renforcera le mécontentement intérieur, aggravera les contradictions et par là accélérera la crise révolutionnaire.

6. En **Chine** la nécessité de se défendre résolument contre l'intervention impérialiste aura également de sérieuses conséquences politiques à l'intérieur du pays. Le régime du Kouo-Min-Tang est issu du mouvement national révolutionnaire des masses, utilisé à leur profit puis étranglé par les militaristes bourgeois (avec le concours de la bureaucratie stalinienne), C'est précisément pour cette raison que le régime actuel, vacillant et miné par ses contradictions, est incapable de toute initiative militaire révolutionnaire. La nécessité de se défendre contre les envahisseurs japonais se retournera de plus en plus contre le régime du Kouo-Min-Tang et entretiendra un état d'esprit révolutionnaire parmi les masses. Dans ces conditions, l'avant-garde prolétarienne peut rattraper l'occasion si tragiquement perdue en 1924-1927.
7. Les événements actuels en Mandchourie prouvent en particulier la naïveté totale des messieurs qui exigeaient du gouvernement soviétique qu'il rende purement et simplement la route de la Chine orientale aux Chinois. Cela reviendrait à la remettre délibérément au Japon, entre les mains duquel elle deviendrait un instrument de première importance aussi bien contre la Chine que contre l'URSS. Ce qui retenait jusqu'à présent les cliques militaires du Japon d'intervenir en Mandchourie, et ce qui peut encore les maintenir aujourd'hui dans les limites de la prudence, c'est bien le fait que la route de la Chine orientale est la propriété des Soviets.
8. L'aventure du Japon en Mandchourie ne risque-t-elle pas de déboucher sur une guerre avec l'URSS ? Évidemment ce n'est pas exclu, aussi prudente et raisonnable que soit la politique du gouvernement soviétique. Les contradictions internes du Japon féodal et capitaliste ont manifestement fait perdre l'équilibre à son gouvernement. Les instigateurs (la France) n'ont pas manqué. Et l'expérience historique du tsarisme en Extrême-Orient nous a appris de quoi est capable une monarchie militaro-bureaucratique qui a perdu son équilibre.

La lutte qui s'engage en Extrême-Orient n'est pas une lutte pour une voie ferrée ; c'est le destin de toute la Chine qui est en jeu. Dans cette lutte historique gigantesque, le gouvernement soviétique ne peut rester neutre ; il ne peut avoir la même attitude envers la Chine qu'envers le Japon. Il doit se ranger entièrement et totalement au côté du peuple chinois. Seul le soutien indestructible du gouvernement soviétique à la lutte de libération des peuples opprimés peut protéger efficacement l'Union soviétique des attaques venant de l'Est, de la part du Japon, de l'Angleterre, de la France et des États-Unis.

La forme que prendra l'aide du gouvernement soviétique à la lutte du peuple chinois dans la période à venir dépend des circonstances historiques concrètes. Mais il serait tout aussi stupide de livrer de son propre gré la route de l'Orient au Japon que de subordonner toute la politique en Extrême Orient à la question de la route de la Chine orientale. Tout prouve que la conduite de la clique militaire japonaise a sur ce point un caractère consciemment provocateur. Le gouvernement français est directement à l'origine de cette provocation, qui vise à lier les mains de l'Union soviétique en Orient. Le gouvernement soviétique n'en doit montrer que plus de réserve et de perspicacité.

Les conditions fondamentales de l'Orient : immenses territoires, masses innombrables, arriération économique, confèrent à tout processus un caractère lent, traînant, rampant. Aucun danger immédiat ou grave en provenance de l'Extrême-Orient ne menace en tout cas l'existence de l'Union soviétique. D'importants événements vont se produire dans un avenir proche en Europe. Si l'Europe offre de grandes possibilités, elle recèle aussi des dangers très menaçants. Pour l'instant seul le Japon a les mains liées en Extrême-Orient. Il faut que l'Union soviétique y garde les mains libres.

9. La situation en Allemagne se détache nettement sur le fond politique mondial qui, pourtant, est loin d'être pacifique. Les contradictions économiques et politiques y ont atteint une acuité inouïe. Le dénouement est tout proche. L'heure a sonné où la situation de pré-révolutionnaire doit devenir révolutionnaire ou contre-révolutionnaire. Le tour que prendra le dénouement de la crise allemande réglera pour de très nombreuses années non seulement le destin de l'Allemagne (ce qui en soi est déjà beaucoup), mais aussi le destin de l'Europe et du monde entier.

La construction du socialisme en URSS, le cours de la révolution espagnole, l'évolution d'une situation pré-révolutionnaire en Angleterre, l'avenir de l'impérialisme français, le sort du mouvement révolutionnaire en Inde et en Chine, tout cela se ramène directement à la question : qui, du communisme ou du fascisme, sera vainqueur en Allemagne au cours des prochains mois ?

10. Après les élections au Reichstag de septembre de l'année passée, la direction du Parti communiste allemand affirmait que le fascisme avait atteint son point culminant, et qu'il allait rapidement s'effondrer, faisant place nette à la révolution prolétarienne. L'opposition communiste de gauche (les bolcheviks-léninistes) se moquait alors de cet optimisme irréflecti.

Le fascisme est le produit de deux facteurs : une crise sociale aiguë, d'une part, la faiblesse révolutionnaire du prolétariat allemand d'autre part. La faiblesse du prolétariat, à son tour, se décompose en deux éléments : le rôle historique particulier de la social-démocratie, ce représentant toujours puissant du capital dans les rangs du prolétariat, et l'incapacité de la direction centriste du Parti communiste de rassembler les ouvriers sous le drapeau de la révolution.

Le facteur subjectif est pour nous le Parti communiste, car la social-démocratie constitue un obstacle objectif qu'il faut écarter. Le fascisme volerait effectivement en éclats, si le Parti communiste était capable d'unir la classe ouvrière, la transformant ainsi en un puissant aimant révolutionnaire pour l'ensemble des masses opprimées du peuple. Mais les carences politiques du Parti communiste n'ont fait qu'augmenter depuis les élections de septembre : les phrases creuses sur le " social-fascisme ", les coquetteries à l'égard du chauvinisme, contrefaçon du véritable fascisme, pour concurrencer ce dernier sur son propre terrain, l'aventure criminelle du " référendum rouge ", tout cela empêche le parti de devenir le dirigeant du prolétariat et du peuple. Ces derniers mois, il n'a attiré sous son drapeau que des éléments que la crise formidable poussait presque de force dans ses rangs. La social-démocratie, malgré des conditions politiques

désastreuses pour elles, a conservé, grâce à l'aide du Parti communiste, la majorité de ses partisans et s'en tire pour l'instant avec des pertes certes importantes mais néanmoins secondaires. Quant au fascisme, il a fait depuis septembre de l'année dernière, un nouveau et gigantesque bond en avant, quoi qu'en puissent dire [Thaelmann](#), [Remmele](#) et les autres et conformément aux prévisions des bolcheviks-léninistes. La direction de l'Internationale communiste n'a su ni le prévoir ni l'éviter. Elle ne fait qu'enregistrer les défaites. Ses résolutions et ses autres documents ne sont, hélas, que la photographie du postérieur du processus historique.

11. L'heure de la décision a sonné. Cependant, l'Internationale communiste ne veut pas, ou plus exactement, craint de se rendre compte du véritable caractère de la situation mondiale actuelle. Le Présidium de l'Internationale communiste s'en tire en publiant des feuilles d'agitation creuses. Le parti dirigeant de l'Internationale communiste, le Parti communiste de l'Union soviétique n'a pris aucune position. On dirait que " les chefs du prolétariat mondial " ont avalé leur langue. Ils se réfugient dans le silence. Ils se préparent à s'embusquer et espèrent ainsi attendre que les événements se passent. Ils ont remplacé la politique de Lénine... par la politique de l'autruche. Nous approchons d'un des moments les plus cruciaux de l'histoire : l'Internationale communiste a déjà commis une série d'erreurs graves mais " partielles " qui ont sapé et ébranlé les forces accumulées pendant ses cinq premières années d'existence ; elle risque aujourd'hui d'accomplir une erreur fondamentale et fatale qui risque de la rayer en tant que facteur révolutionnaire de la carte politique pour toute une période historique.

Que les aveugles et les lâches ne le remarquent pas ! Que les calomniateurs et les journalistes à la solde des staliniens nous accusent de collusion avec la contre-révolution ! Chacun sait que la contre-révolution n'est pas ce qui renforce l'impérialisme mondial, mais ce qui trouble la digestion du fonctionnaire communiste. La calomnie n'effraie pas les bolcheviks-léninistes ; elle ne les arrête pas dans l'accomplissement de leur devoir révolutionnaire. Il ne faut rien passer sous silence, rien atténuer. Il faut dire aux ouvriers d'avant-garde à haute et intelligible voix : après la " troisième période " d'aventurisme et de fanfaronnade, voici la " quatrième période " de panique et de capitulation.

12. Si l'on traduit en langage clair le silence des dirigeants actuels du Parti communiste d'Union soviétique, cela signifie : " Laissez-nous en paix. " Les difficultés intérieures de l'URSS sont très grandes. Les contradictions économiques et sociales non aplanies s'accroissent. La démoralisation de l'appareil, conséquence inévitable d'un régime plébiscitaire, a pris des dimensions menaçantes. Les rapports politiques, principalement les rapports internes au parti et ceux entre l'appareil démoralisé et la masse dispersée, sont tendus à craquer. Toute la sagesse du bureaucrate consiste à *attendre et à faire traîner les choses en longueur*. La situation en Allemagne est manifestement grosse de bouleversements que l'appareil stalinien appréhende plus que tout. " Laissez-nous en paix ! Laissez-nous nous tirer de nos contradictions internes si exacerbées. Là-bas..., on verra bien. " Voilà l'état d'esprit des sphères dirigeantes de la fraction stalinienne. C'est cela que cache le silence scandaleux des " chefs " au moment où leur devoir révolutionnaire le plus élémentaire exige qu'ils se prononcent clairement et distinctement.
13. Rien d'étonnant à ce que le silence peureux de la direction moscovite ait provoqué la panique des dirigeants berlinois. Aujourd'hui, alors qu'il faut se préparer à conduire les masses aux combats décisifs, la direction du Parti communiste allemand manifeste son désarroi, tergiverse et s'en tire par des phrases creuses. Ces gens-là n'ont pas l'habitude de prendre leurs responsabilités. Aujourd'hui, ils rêvent de démontrer, peu importe de quelle manière, que le " marxisme-léninisme " exige qu'on refuse le combat.

Il ne semble pas que sur ce point on ait déjà trouvé une théorie achevée. Mais elle est dans l'air. Elle se transmet de bouche à oreille, et transparait dans les articles et les discours. Le sens de cette théorie est le suivant : le fascisme croît irrésistiblement ; sa victoire est de toute façon inévitable ; plutôt que de se précipiter " aveuglément " dans la lutte et se faire battre, il vaut mieux reculer prudemment et laisser le fascisme prendre le pouvoir et se compromettre. Et alors, - oh, alors ! - nous nous montrerons.

La prostration et le défaitisme ont succédé à l'aventurisme et à la légèreté, conformément aux lois de la psychologie politique. La victoire des fascistes que l'on déclarait impensable il y a un an, est considérée aujourd'hui comme déjà assurée. Un quelconque Kuusinen, conseillé dans les coulisses par un quelconque Radek, prépare pour Staline une formule stratégique géniale : reculer en temps opportun, retirer les troupes révolutionnaires de la ligne de feu, tendre un piège aux fascistes sous la forme... du pouvoir gouvernemental.

Si cette théorie était définitivement adoptée par le Parti communiste allemand et déterminait son cours politique dans les mois à venir, ce serait de la part de l'Internationale communiste une trahison d'une ampleur historique au moins égale à celle de la social-démocratie le 4 août 1914, - avec des conséquences encore plus effroyables.

Le devoir de l'opposition de gauche est de sonner l'alarme : la direction de l'Internationale communiste mène le prolétariat allemand au-devant d'une gigantesque catastrophe : la capitulation panique devant le fascisme.

14. L'arrivée au pouvoir des " nationaux-socialistes " signifierait avant tout l'extermination de l'élite du prolétariat allemand, la destruction de ses organisations, et la perte de sa confiance en ses propres forces et en son avenir. Comme les contradictions et les antagonismes ont atteint en Allemagne un degré extrême de gravité, le travail infernal du fascisme italien apparaîtra comme une expérience bien pâle et presque humanitaire en comparaison des crimes dont le national-socialisme allemand sera capable. Reculer ? - dites-vous, prophètes d'hier de la " troisième période ". Les chefs et les institutions peuvent battre en retraite. Des personnes isolées peuvent se cacher. Mais la classe ouvrière ne saura ni où reculer ni où se cacher face au pouvoir fasciste. En effet, si on admet comme possibles le monstrueux et l'incroyable, c'est-à-dire que le parti se détourne effectivement du combat et livre ainsi le prolétariat à son ennemi mortel, cela ne peut signifier qu'une chose : des combats sauvages éclateront non pas *avant* l'arrivée des fascistes au pouvoir, mais *après*, c'est-à-dire dans des conditions cent fois plus favorables au fascisme qu'aujourd'hui. La lutte du prolétariat, trahi par sa propre direction, pris au dépourvu, désorienté et désespéré, contre le régime fasciste se transformerait en une série de terribles convulsions, sanglantes et irréparables. Dix soulèvements prolétariens, dix défaites successives affaibliraient et épuiseraient moins la classe ouvrière allemande que son recul aujourd'hui devant le fascisme, alors que la question de savoir qui doit être le maître en Allemagne n'est pas encore résolue.

15. Le fascisme n'est pas encore au pouvoir. La route du pouvoir ne lui est pas encore ouverte. Les chefs fascistes ont encore peur de risquer le coup : ils comprennent que l'enjeu est élevé, qu'il y va de leur tête. Dans ces conditions, seul un état d'esprit capitulard dans les hautes instances communistes peut leur simplifier et leur faciliter la tâche de façon inespérée.

Aujourd'hui, même les cercles influents de la bourgeoisie redoutent l'expérience fasciste, car ils ne souhaitent ni bouleversement, ni une longue et terrible guerre civile ; la politique capitularde du communisme officiel, qui ouvre la voie du pouvoir au fascisme, risque de faire basculer du côté du fascisme les classes moyennes, les couches encore hésitantes de la petite bourgeoisie et même des pans entiers du prolétariat.

Il est clair qu'un jour ou l'autre le fascisme triomphant tombera victime des contradictions objectives et de sa propre inconsistance. Mais, dans un avenir plus immédiat, dans les dix ou vingt prochaines années, la victoire du fascisme en Allemagne provoquerait une coupure dans l'héritage révolutionnaire, le naufrage de l'Internationale communiste, le triomphe de l'impérialisme mondial sous ses formes les plus odieuses et les plus sanguinaires.

16. La victoire du fascisme impliquerait forcément une guerre contre l'URSS.

Ce serait une véritable stupidité politique que de penser qu'une fois au pouvoir les nationaux-socialistes allemands se lanceraient d'abord dans une guerre contre la France ou même contre la Pologne. Pendant toute la première période de sa domination, la guerre civile contre le prolétariat allemand liera inévitablement les mains au fascisme dans sa politique extérieure. Hitler aura autant besoin de Pilsudsky que Pilsudsky d'Hitler. Ils deviendront tous deux des instruments de la France. Le bourgeois français redoute actuellement l'arrivée au pouvoir des fascistes allemands comme un saut dans l'inconnu ; mais le jour de la victoire d'Hitler, la réaction française, aussi bien " nationale " que radicale-socialiste, misera entièrement sur le fascisme allemand.

Aucun gouvernement " normal ", parlementaire bourgeois ne peut se risquer actuellement à une guerre contre l'URSS : cette entreprise serait grosse d'immenses complications intérieures. Mais si Hitler arrive au pouvoir, s'il écrase dans un premier temps l'avant-garde des ouvriers allemands, s'il disperse et démoralise pour des années le prolétariat dans son ensemble, le gouvernement fasciste sera le seul gouvernement capable d'entreprendre une guerre contre l'URSS. Il va sans dire qu'il formera un front commun avec la Pologne, la Roumanie, les autres États limitrophes et avec le Japon en Extrême-Orient. Dans cette entreprise, le gouvernement d'Hitler apparaîtrait comme le simple exécutant du capital mondial. Clemenceau, Millerand, Lloyd George, Wilson ne pouvaient pas mener directement une guerre contre l'Union soviétique, mais ils ont pu pendant trois ans soutenir les armées de Koltchak, Denikine et Wrangel. En cas de victoire, Hitler deviendrait le super-Wrangel de la bourgeoisie mondiale.

Il est inutile et même impossible d'essayer maintenant de deviner l'issue de ce duel gigantesque. Mais il est évident que si la guerre de la bourgeoisie mondiale contre les Soviets éclatait après l'arrivée des fascistes au pouvoir en Allemagne, cela impliquerait pour l'URSS un isolement terrible et une lutte à mort dans les conditions les plus pénibles et les plus dangereuses. L'écrasement du prolétariat allemand par les fascistes comporterait déjà au moins pour la moitié l'écrasement de République des Soviets.

17. Mais, avant que la question ne soit portée sur les champs de bataille européens, elle doit se résoudre en Allemagne. C'est pourquoi nous affirmons que la clé de la situation se trouve en Allemagne. Entre les mains de qui ? Pour le moment encore dans les mains du Parti communiste. Il ne l'a pas encore laissée échapper. Mais il peut encore la perdre et sa direction le pousse dans cette voie.

Tous ceux qui prônent un " repli stratégique ", c'est-à-dire la capitulation, tous ceux qui tolèrent une telle propagande sont des traîtres. Les propagandistes du recul devant les fascistes doivent être considérés comme les agents inconscients de l'ennemi dans les rangs du prolétariat.

Le devoir révolutionnaire élémentaire du Parti communiste allemand l'oblige à dire : le fascisme ne peut arriver au pouvoir que par une guerre civile à mort, impitoyable et destructrice. Les ouvriers communistes doivent avant tout comprendre cela. Les ouvriers sociaux-démocrates, sans parti, le prolétariat dans son ensemble doit le comprendre. Le prolétariat mondial doit le comprendre. L'Armée rouge doit le comprendre à l'avance.

- 18.** La lutte est-elle sans espoir ? En 1923, Brandler exagérait terriblement les forces du fascisme et, par-là, cherchait à justifier la capitulation. Le mouvement ouvrier mondial a supporté les conséquences de cette stratégie jusqu'à présent. La capitulation historique du Parti communiste allemand et de l'Internationale communiste en 1923 est à l'origine de la croissance du fascisme. Le fascisme allemand représente aujourd'hui une force politique infiniment plus puissante qu'il y a huit ans. Nous avons sans relâche mis en garde contre une sous-estimation du danger fasciste et ce n'est pas nous qui allons nier ce danger maintenant. C'est pourquoi nous pouvons et devons dire aux ouvriers révolutionnaires allemands : vos chefs tombent d'un extrême à l'autre.

Pour l'instant la force principale des fascistes tient à leur nombre. En effet, ils recueillent de nombreuses voix aux élections. Mais le bulletin de vote n'est pas décisif dans la lutte des classes. L'armée principale du fascisme est toujours constituée de la petite bourgeoisie et d'une nouvelle couche moyenne :

Le petit peuple des artisans et des commerçants des villes, les fonctionnaires, les employés, le personnel technique, l'intelligentsia, les paysans ruinés. Sur la balance de la statistique électorale, 1 000 voix fascistes pèsent aussi lourd que 1 000 voix communistes. Mais sur la balance de la lutte révolutionnaire 1 000 ouvriers d'une grande entreprise représentent une force cent fois plus grande que celle de 1 000 fonctionnaires, employés de ministères, avec leurs femmes et leurs belles-mères. La masse principale des fascistes est composée de poussière humaine.

Dans la révolution russe, les socialistes révolutionnaires étaient le parti des grands nombres. Les premiers temps, tous ceux qui n'étaient pas des bourgeois conscients ou des ouvriers conscients votaient pour eux. Même à l'Assemblée constituante, c'est-à-dire après la Révolution d'octobre, les socialistes révolutionnaires avaient encore la majorité. Aussi se considéraient-ils comme un grand parti national. En fait, ils n'étaient qu'un grand zéro national.

Nous n'avons pas l'intention de mettre un signe d'égalité entre les socialistes révolutionnaires russes et les nationaux socialistes allemands. Mais ils ont indiscutablement des traits communs, essentiels pour éclairer notre problème. Les socialistes révolutionnaires étaient le parti des espoirs populaires confus. Les nationaux-socialistes sont le parti du désespoir national. La petite bourgeoisie passe très facilement de l'espoir au désespoir, entraînant derrière elle une partie du prolétariat. La masse principale des nationaux-socialistes, comme des socialistes révolutionnaires est une poussière humaine.

- 19.** Cédant à la panique, nos piètres stratèges oublient le principal : la supériorité sociale et militante du prolétariat. Ses forces ne sont pas usées. Il est non seulement capable de lutter mais aussi de vaincre. Les discussions sur le découragement qui, soi-disant, règne dans les entreprises, reflètent généralement le découragement des observateurs eux-mêmes, c'est-à-dire des fonctionnaires déconcertés du parti. Mais il faut prendre en considération le fait que les ouvriers ne peuvent qu'être troublés par la situation complexe et la confusion qui règne au sommet. Les ouvriers savent qu'un grand combat exige une direction ferme. Ni la force des fascistes, ni la nécessité d'une lutte difficile ne les effraient. C'est le manque de fermeté et l'instabilité de la direction, ses hésitations au moment crucial qui les inquiètent. Il n'y aura plus de traces d'abattement ni de découragement dans les usines dès que le parti élèvera sa voix avec assurance, fermeté et clarté.
- 20.** Il est indiscutable que les fascistes disposent de cadres formés pour le combat et de détachements de choc éprouvés. Il ne faut pas le prendre à la légère : " les officiers " jouent un grand rôle même dans l'armée de la guerre civile. Mais ce ne sont pas les officiers, mais les soldats qui décident du sort de la bataille. Et les soldats de l'armée prolétarienne sont infiniment supérieurs, plus sûrs et plus maîtres d'eux-mêmes que les soldats de l'armée d'Hitler.

Après la prise du pouvoir, le fascisme trouvera facilement ses soldats. Avec l'aide de l'appareil d'État, on peut former une armée à partir des fils de la bourgeoisie, des intellectuels, des employés de bureau, des ouvriers démoralisés, des lumpenprolétaires, etc. Le fascisme italien en est un bon exemple. Toutefois, il faut préciser que la milice fasciste italienne n'a pas encore prouvé sa valeur militaire à une échelle historique sérieuse. Pour l'instant, le fascisme allemand n'est pas encore au pouvoir. Il doit le conquérir en affrontant le prolétariat.

Est-il possible que le Parti communiste mette en avant dans ce combat des cadres inférieurs à ceux du fascisme ? Et peut-on admettre même un instant que les ouvriers allemands, qui détiennent les puissants moyens de production et de transport, qui, de par leurs conditions de travail, forment l'armée du fer, du charbon, du rail, de l'électricité, ne prouveront pas au moment décisif leur immense supériorité sur la poussière humaine d'Hitler ?

L'idée que se fait le parti ou la classe du rapport de forces dans le pays est un élément important de leur force. Dans toute guerre l'ennemi essaie d'imposer une image exagérée de ses forces. C'était un des secrets de la stratégie de Napoléon. Hitler, en tout cas, ment aussi bien que Napoléon. Mais ses fanfaronnades ne deviennent un facteur militaire qu'à partir du moment où les communistes y croient. Aujourd'hui il importe avant tout d'apprécier les forces de manière réaliste. Sur qui les nationaux-socialistes peuvent-ils compter dans les usines, les chemins de fer, l'armée, combien ont-ils d'officiers organisés et armés ? Une analyse précise de la composition sociale des deux camps, le décompte permanent et attentif des forces, voilà les sources infaillibles de l'optimisme révolutionnaire.

La force des nationaux-socialistes actuellement ne réside pas tant dans leur propre armée que dans la division qui règne au sein de l'armée de leur ennemi mortel. C'est précisément la réalité et la croissance du danger fasciste, c'est son caractère imminent, c'est la conscience de la nécessité d'écarter coûte que coûte ce danger qui poussent les ouvriers s'unir pour se défendre. La concentration des forces prolétariennes se fera d'autant plus vite et avec plus de succès que le pivot de ce processus, c'est-à-dire le Parti communiste, sera plus solide. La clé de la situation est encore entre ses mains. Malheur à lui s'il la laisse échapper ! Ces dernières années, les fonctionnaires de l'Internationale communiste criaient à tout propos, et parfois pour des raisons tout à fait futiles, qu'un danger militaire menaçait directement l'URSS. Aujourd'hui ce danger devient tout à fait réel et concret. Tout ouvrier révolutionnaire doit considérer comme un axiome l'affirmation suivante : la tentative des fascistes pour s'emparer du pouvoir en Allemagne doit entraîner une mobilisation de l'Armée rouge. Pour l'État prolétarien il s'agira d'autodéfense révolutionnaire au sens plein du terme. L'Allemagne n'est pas seulement l'Allemagne. Elle est le cœur de l'Europe. Hitler n'est pas seulement Hitler. Il peut devenir un super-Wrangel. Mais l'Armée rouge n'est pas seulement l'Armée rouge. Elle est l'instrument de la révolution prolétarienne mondiale.

26 novembre 1931

P.S : *L'ouvrage Contre le national-communisme, de l'auteur de ces lignes, a rencontré quelques approbations équivoques de la part de la presse sociale-démocrate et démocratique.*

Il serait non seulement étrange mais paradoxal qu'au moment où le fascisme allemand a utilisé avec tant de succès les erreurs les plus grossières du communisme allemand, les sociaux-démocrates n'essaient pas d'utiliser la critique franche et violente de ces erreurs.

2. Démocratie et fascisme

Le XIe Plénum du Comité exécutif de l'Internationale communiste a admis la nécessité d'en finir avec les vues erronées qui se fondent sur la "*construction libérale de la contradiction entre le fascisme et la démocratie bourgeoise, entre les formes parlementaires de la dictature de la bourgeoisie et ses formes ouvertement fascistes...*". Le fond de cette philosophie stalinienne est très simple : partant de la négation marxiste d'une contradiction *absolue*, elle en tire une négation de la contradiction *en général*, même relative. C'est l'erreur typique du gauchisme vulgaire. Car s'il n'existe *aucune* contradiction entre la démocratie et le fascisme, même au niveau des *formes* que prend la domination de la bourgeoisie, ces deux régimes doivent tout simplement coïncider. D'où la conclusion : social-démocratie = fascisme. Mais pourquoi alors appelle-t-on la social-démocratie *social-fascisme* ? Que signifie à proprement parler dans cette liaison le terme "social", nous n'avons jusqu'à présent reçu aucune explication¹¹.

Cependant, les décisions des plénums du Comité exécutif de l'Internationale communiste ne modifient en rien la nature des choses. Il existe une contradiction entre le fascisme et la démocratie. Elle n'est pas "absolue" ou, pour utiliser le langage du marxisme, elle n'exprime pas la domination de deux classes irréductibles. Mais elle désigne deux systèmes différents de domination d'une seule et même classe. Ces deux systèmes : parlementaire démocratique et fasciste, s'appuient sur différentes combinaisons des classes opprimées et exploitées et entrent inévitablement en conflit aigu l'un avec l'autre.

La social-démocratie, aujourd'hui principale représentante du régime parlementaire bourgeois, s'appuie sur les ouvriers. Le fascisme s'appuie sur la petite bourgeoisie. La social-démocratie ne peut avoir d'influence sans organisation ouvrière de masse. Le fascisme ne peut instaurer son pouvoir

¹¹ Chez les métaphysiciens (gens qui pensent de façon antidialectique) la même abstraction remplit deux, trois ou plus encore de fonctions, souvent totalement opposées. La "démocratie" en général et le "fascisme" en particulier, comme nous l'avons vu, ne diffèrent en rien l'un de l'autre. Mais cela n'empêche pas qu'il doit exister encore sur terre "la dictature des ouvriers et des paysans" (pour la Chine, l'Inde, l'Espagne). Dictature du prolétariat ? Non. Dictature capitaliste ? Non. Alors laquelle ? Démocratique ! Il s'avère que sur terre existe encore une démocratie à l'état pur, au-dessus des classes. Et pourtant le XIème plénum a expliqué que la démocratie ne diffère en rien du fascisme. Est-ce que dans ce cas la "dictature démocratique" se distingue de la dictature fasciste ?

Seul un individu très naïf peut attendre des staliniens une réponse honnête et sérieuse sur cette question de principe. Il n'y aura en fait que quelques injures supplémentaires, un point c'est tout. Et pourtant le sort de la révolution en Orient est lié à cette question.

qu'une fois les organisations ouvrières détruites. Le parlement est l'arène principale de la social-démocratie. Le système fasciste est fondé sur la destruction du parlementarisme. Pour la bourgeoisie monopoliste, les régimes parlementaire et fasciste ne sont que les différents instruments de sa domination : elle a recours à l'un ou à l'autre selon les conditions historiques. Mais pour la social-démocratie comme pour le fascisme, le choix de l'un ou de l'autre instrument a une signification indépendante, bien plus, c'est pour eux une question de vie ou de mort politique.

Le régime fasciste voit son tour arriver lorsque les moyens "normaux", militaires et policiers de la dictature bourgeoise, avec leur couverture parlementaire, ne suffisent pas pour maintenir la société en équilibre. À travers les agents du fascisme, le capital met en mouvement les masses de la petite bourgeoisie enragée, les bandes des lumpen-prolétaires déclassés et démoralisés, tous ces innombrables êtres humains que le capital financier a lui-même plongés dans la rage et le désespoir. La bourgeoisie exige du fascisme un travail achevé : puisqu'elle a admis les méthodes de la guerre civile, elle veut avoir le calme pour de longues années. Et les agents du fascisme utilisant la petite bourgeoisie comme bélier et détruisant tous les obstacles sur leur chemin, mèneront leur travail à bonne fin. La victoire du fascisme aboutit à ce que le capital financier saisit directement dans ses tenailles d'acier tous les organes et institutions de domination, de direction et d'éducation : l'appareil d'État avec l'armée, les municipalités, les universités, les écoles, la presse, les organisations syndicales, les coopératives. La fascisation de l'État n'implique pas seulement la "mussolinisation" des formes et des méthodes de gouvernement - dans ce domaine les changements jouent en fin de compte un rôle secondaire - mais avant tout et surtout, l'écrasement des organisations ouvrières : il faut réduire le prolétariat à un état d'apathie complète et créer un réseau d'institutions pénétrant profondément dans les masses, pour faire obstacle à toute cristallisation indépendante du prolétariat. C'est précisément en cela que réside l'essence du régime fasciste.

Ce qui vient d'être dit ne contredit en rien le fait qu'il puisse exister durant une période déterminée un régime de transition entre le système démocratique et le système fasciste, combinant les traits de l'un et de l'autre : telle est la loi générale du remplacement d'un système par un autre, même s'ils sont irréductiblement hostiles l'un à l'autre. Il y a des moments où la bourgeoisie s'appuie sur la social-démocratie et sur le fascisme, c'est-à-dire qu'elle utilise simultanément ses agents conciliateurs et ses agents terroristes. Tel était, dans un certain sens, le gouvernement de Kerensky pendant les derniers mois de son existence : il s'appuyait à moitié sur les Soviets et en même temps conspirait avec Kornilov. Tel est le gouvernement de Brüning dansant sur une corde raide entre les deux camps irréductibles, avec le balancier des décrets d'exception dans les mains. Mais une telle situation de l'État et du gouvernement ne peut avoir qu'un caractère temporaire. Elle est caractéristique de la période de transition : la social-démocratie est sur le point de voir expirer sa mission, alors que ni le communisme ni le fascisme ne sont encore prêts à s'emparer du pouvoir.

Les communistes italiens qui depuis longtemps se sont heurtés au problème du fascisme, ont plus d'une fois protesté contre l'utilisation très répandue mais erronée de ce concept. À l'époque du VI^e Congrès de l'Internationale communiste, Ici [Ercoli](#) développait encore des positions sur la question du fascisme qui sont considérées maintenant comme " trotskystes ". Définissant le fascisme comme le système le plus conséquent et le plus achevé de la réaction, Ercoli expliquait : "*Cette affirmation ne se fonde ni sur les actes terroristes et cruels, ni sur le grand nombre d'ouvriers et de paysans tués, ni sur la férocité des différents types de torture largement employées, ni sur la sévérité des condamnations ; elle est motivée par la destruction systématique de toutes les formes d'organisation autonome des masses.*" Ici Ercoli a tout à fait raison : l'essence et le rôle du fascisme visent à liquider totalement toutes les organisations ouvrières et à empêcher toute renaissance de ces dernières. Dans la société capitaliste développée cet objectif ne peut être atteint par les seuls moyens policiers. La seule voie pour y arriver consiste à opposer à la pression du prolétariat - lorsqu'elle se relâche- la pression des masses petites bourgeoises en proie au désespoir. C'est précisément ce système particulier de la réaction capitaliste qui est entré dans l'histoire sous le nom de fascisme.

"Le problème des relations existant entre le fascisme et la social-démocratie- écrivait Ercoli - relève précisément de ce domaine (c'est-à-dire de l'opposition irréductible entre le fascisme et les organisations ouvrières). De ce point de vue, le fascisme se distingue nettement de tous les autres régimes réactionnaires qui ont été instaurés jusqu'à présent dans le monde capitaliste contemporain. Il rejette tout compromis avec la social-démocratie, il la poursuit féroce ; il lui a enlevé toute possibilité d'existence légale ; il l'a forcée à émigrer." Voilà ce que déclarait cet article, imprimé dans l'organe dirigeant de l'Internationale communiste ! Par la suite [Manouïlsky](#) souffla à [Molotov](#) l'idée géniale de la "troisième période". La France, l'Allemagne, la Pologne furent placées au "premier rang de l'offensive révolutionnaire". La conquête du pouvoir fut proclamée tâche immédiate. Et comme face à l'insurrection prolétarienne tous les partis, à l'exception du Parti communiste, étaient contre-révolutionnaires, il ne fut plus nécessaire d'opérer une distinction entre le fascisme et la social-démocratie. La théorie du social-fascisme fut entérinée. Les bureaucrates de l'Internationale communiste changèrent leur fusil d'épaule. Ercoli se hâta de démontrer que si la vérité lui était chère, Molotov lui était encore plus cher, et... écrivit un rapport défendant la théorie du social-fascisme. "*La social-démocratie italienne*- déclarait-il en février 1930 - *se fascise avec une extrême facilité.*" Hélas, c'est avec une plus grande facilité encore que les fonctionnaires du communisme officiel se servilisent.

Notre critique de la théorie et de la pratique de la " troisième période " fut, on pouvait s'y attendre, déclarée contre-révolutionnaire. L'expérience cruelle, qui coûta si cher à l'avant-garde prolétarienne, rendit nécessaire un tournant à ce niveau également. La " troisième période " ainsi que Molotov furent licenciés de l'Internationale communiste. Mais la théorie du social-fascisme demeura comme le seul fruit arrivé à maturité de la troisième période. Ici il ne peut y avoir de changements : seul Molotov s'était lié à la troisième période ; par contre, Staline s'était enfoncé en personne dans la théorie du social-fascisme.

En exergue de ses études sur le social-fascisme, le *Rote Fahne* a placé ces paroles de Staline : "*Le fascisme est l'organisation de combat de la bourgeoisie qui s'appuie sur le soutien actif de la social-démocratie. La social-démocratie est objectivement l'aile modérée du fascisme.*" Comme cela arrive généralement à Staline lorsqu'il s'efforce de généraliser, la première phrase contredit la seconde. Que la bourgeoisie s'appuie sur la social-démocratie et que le fascisme soit l'organisation de combat de la bourgeoisie, c'est tout à fait indiscutable et a été dit depuis longtemps. Mais de cela découle seulement le fait que la social-démocratie comme le fascisme sont les instruments de la grande bourgeoisie. Mais il est impossible de comprendre pourquoi de surcroît la social-démocratie s'avère être "l'aile" du fascisme. Une deuxième définition du même auteur n'est en rien plus profonde : la social-démocratie et le fascisme ne sont pas des adversaires mais au contraire des jumeaux... Des jumeaux peuvent être de cruels adversaires ; par ailleurs, il n'est pas du tout nécessaire que des alliés naissent le même jour de la même mère. Dans la construction de Staline non seulement la logique formelle fait défaut, mais aussi la dialectique. La force de cette formule réside dans le fait que personne n'ose la critiquer.

Entre la démocratie et le fascisme il n'y a pas de différence du point de vue du "contenu de classe" nous enseigne à la suite de Staline, Werner Hirsch (*Die Internationale*, janvier 1932). Le passage de la démocratie au fascisme peut prendre le caractère d'un "processus organique", c'est-à-dire se produire "progressivement et à froid". Ce raisonnement pourrait surprendre si les épigones ne nous avaient pas appris à ne plus nous étonner.

Entre la démocratie et le fascisme il n'y a pas de "différence de classe". Cela doit signifier, évidemment, que la démocratie comme le fascisme ont un caractère bourgeois. Nous n'avons pas attendu janvier 1932 pour le deviner. Mais la classe dominante ne vit pas en vase clos. Elle se trouve dans des rapports déterminés avec les autres classes. Dans le régime " démocratique " de la société capitaliste développée, la bourgeoisie s'appuie en premier lieu sur la classe ouvrière apprivoisée par les réformistes. C'est en Angleterre que ce système trouve son expression la plus achevée, aussi bien sous

un gouvernement travailliste que sous un gouvernement conservateur. En régime fasciste, dans un premier stade du moins, le capital s'appuie sur la petite bourgeoisie pour détruire les organisations du prolétariat. L'Italie par exemple ! Existe-t-il une différence dans le " contenu de classe " de ces deux régimes ? Si l'on ne pose la question qu'à propos de la classe *dominante*, il n'y a pas de différence. Mais si l'on prend la situation et les rapports réciproques entre *toutes les classes* du point de vue du prolétariat, la différence est très grande.

Au cours de plusieurs dizaines d'années les ouvriers ont construit à l'intérieur de la démocratie bourgeoise, en l'utilisant tout en luttant contre elle, leurs bastions, leurs bases, leurs foyers de *démocratie prolétarienne* : les syndicats, les partis, les clubs de formation, les organisations sportives, les coopératives, etc. Le prolétariat peut arriver au pouvoir non dans le cadre formel de la démocratie bourgeoise mais par la voie révolutionnaire : ceci est démontré aussi bien par la théorie que par l'expérience. Mais c'est précisément pour cette voie révolutionnaire que le prolétariat a besoin de bases d'appui de démocratie prolétarienne à l'intérieur de l'État bourgeois. C'est à la création de telles bases que s'est réduit le travail de la IIème Internationale à l'époque où elle remplissait encore un rôle historique progressiste.

Le fascisme a pour fonction principale et unique de détruire tous les bastions de la démocratie prolétarienne jusqu'à leurs fondements. Est-ce que cela a ou non une "signification de classe" pour le prolétariat ? Que les grands théoriciens se penchent sur ce problème. Ayant qualifié le régime de bourgeois - ce qui est indiscutable - Hirsch, comme ses maîtres, oublie un détail : la place du prolétariat dans ce régime. Ils substituent au processus historique une abstraction sociologique aride. Mais la lutte des classes se mène sur la terre de l'histoire et non dans la stratosphère de la sociologie. Le point de départ de la lutte contre le fascisme n'est pas l'abstraction de l'État démocratique mais les organisations vivantes du prolétariat, où est concentrée toute son expérience et qui préparent l'avenir.

Le fait que le passage de la démocratie au fascisme puisse avoir un caractère "organique" ou "progressif" ne signifie évidemment rien d'autre si ce n'est qu'il est possible d'enlever au prolétariat sans secousse ni combat non seulement ses conquêtes matérielles - un certain niveau de vie, une législation sociale, des droits civiques et politiques - mais aussi l'instrument principal de ces conquêtes, c'est-à-dire ses organisations. Ainsi, ce passage "à froid" au fascisme présuppose la plus effroyable capitulation politique du prolétariat qu'on puisse imaginer.

Les raisonnements théoriques de Werner Hirsch ne sont pas dus au hasard : tout en développant les proclamations de Staline, ils sont en même temps la généralisation de toute l'agitation actuelle du Parti communiste. Ses efforts principaux visent à démontrer qu'entre le régime d'Hitler et celui de Brüning il n'y a pas de différence. [Thaelmann](#) et [Remmele](#) y voient actuellement la quintessence de la politique bolchevique.

L'affaire n'est pas limitée à l'Allemagne. L'idée que la victoire des fascistes n'apportera rien de nouveau est propagée avec zèle dans toutes les sections de l'Internationale communiste. Dans le numéro de janvier de la revue française Les Cahiers du bolchevisme, nous lisons : "*Les trotskystes qui agissent dans la pratique comme Breitscheid acceptent la célèbre théorie sociale-démocrate du moindre mal, selon laquelle Brüning n'est pas aussi mauvais qu'Hitler, selon laquelle il est moins désagréable de mourir de faim sous Brüning que sous Hitler, et infiniment préférable d'être fusillé par Groener que par Frick.*" Cette citation n'est pas la plus stupide, même si, il faut lui rendre cette justice, elle est assez stupide. Cependant, elle exprime, hélas, l'essence même de la philosophie politique des dirigeants de l'Internationale communiste.

Le fait est que les staliniens comparent deux régimes du point de vue de la démocratie vulgaire. De fait, si l'on applique au régime de Brüning le critère "démocratique" formel, la conclusion que l'on tire

est indiscutable : il ne reste que les os et la peau de la fière constitution de Weimar. Mais pour nous la question n'est pas pour autant résolue. Il faut considérer la question du point de vue de la démocratie prolétarienne. C'est le seul critère sûr quand il s'agit de savoir où et quand le régime fasciste remplace la réaction policière " normale " du capitalisme pourrissant.

Brüning est-il "meilleur" qu'Hitler (serait-il plus sympathique ?), cette question, il faut bien l'avouer, ne nous préoccupe guère. Mais il suffit de regarder la carte des organisations ouvrières pour dire : le fascisme n'a pas encore remporté la victoire en Allemagne. Des obstacles et des forces gigantesques se trouvent encore sur le chemin de la victoire.

Le régime actuel de Brüning est un régime de dictature bureaucratique, plus exactement : de dictature de la bourgeoisie, réalisée par des moyens militaires et policiers. La petite bourgeoisie fasciste et les organisations prolétariennes s'équilibrent pour ainsi dire l'une l'autre. Si les organisations ouvrières étaient réunies en soviets, si les comités d'usine se battaient pour le contrôle de la production, on pourrait parler de double pouvoir. Du fait de la dispersion du prolétariat et de l'impuissance tactique de son avant-garde, cela n'est pas encore possible. Mais le fait même qu'il existe des organisations ouvrières puissantes capables dans certaines conditions d'opposer une riposte foudroyante au fascisme, ne permet pas à Hitler d'accéder au pouvoir et confère à l'appareil bureaucratique une certaine "indépendance".

La dictature de Brüning est une caricature du bonapartisme. Cette dictature est instable, peu solide et provisoire. Elle ne marque pas le début d'un nouvel équilibre social mais annonce la fin prochaine de l'ancien équilibre. En ne s'appuyant directement que sur une faible minorité de la bourgeoisie, Brüning, toléré par la social-démocratie contre la volonté des ouvriers, menacé par le fascisme, est capable de lancer des foudres sous forme de décrets, mais non dans la réalité. Dissoudre le parlement avec l'accord de ce dernier, promulguer quelques décrets contre les ouvriers, décider une trêve pour Noël, en profiter pour régler quelques petites affaires, disperser une centaine de réunions, fermer une dizaine de journaux, échanger avec Hitler des lettres dignes d'un épicier de province, - voilà ce à quoi suffit Brüning. Pour ce qui est plus élevé, il a les bras trop courts.

Brüning est obligé de tolérer l'existence des organisations ouvrières, dans la mesure où il n'est pas encore décidé à remettre le pouvoir à Hitler et où il n'a pas la force indépendante nécessaire pour les liquider. Brüning est obligé de tolérer les fascistes et de les protéger, dans la mesure où il craint mortellement la victoire des ouvriers. Le régime de Brüning est un régime de transition, qui ne peut pas durer longtemps et qui annonce la catastrophe. Le gouvernement actuel ne se maintient que parce que les principaux camps n'ont pas encore mesuré leurs forces. Le véritable combat ne s'est pas encore engagé. Il est encore devant nous. C'est une dictature de l'impuissance bureaucratique qui remplit la pause avant le combat, avant l'affrontement ouvert des deux camps.

Les sages qui se vantent de ne pas voir la différence "entre Brüning et Hitler", disent en fait : peu importe que nos organisations existent encore ou qu'elles soient déjà détruites. Sous ce bavardage pseudo-radical se cache la passivité la plus ignoble : de toute manière nous ne pouvons pas éviter la défaite ! Relisez attentivement la citation de la revue des staliniens français : tout le problème est de savoir s'il vaut mieux avoir faim avec Brüning ou avec Hitler. Nous ne posons pas la question de savoir comment et dans quelles conditions il vaut mieux mourir, mais comment se battre et vaincre. Notre conclusion est la suivante : il faut engager le combat général, avant que la dictature bureaucratique de Brüning ne soit remplacée par le régime fasciste, c'est-à-dire avant que les organisations ouvrières ne soient écrasées. Il faut se préparer au combat général en développant, en élargissant et en accentuant les combats particuliers. Mais pour cela, il faut avoir une perspective juste et, avant tout, ne pas proclamer vainqueur un ennemi qui est encore loin de la victoire.

Nous touchons au cœur du problème : là est la clé stratégique de la situation, la position de départ pour la lutte. Tout travailleur conscient, et à plus forte raison tout communiste, doit se rendre compte du vide, de la nullité, de la pourriture des discussions de la bureaucratie stalinienne où l'on affirme que Brüning et Hitler c'est la même chose. Vous mélangez tout ! - leur répondons-nous. Vous embrouillez honteusement tout parce que vous avez peur des difficultés, des tâches importantes. Vous capitulez avant le combat, vous proclamez que nous avons déjà subi une défaite. Vous mentez ! La classe ouvrière est divisée, affaiblie par les réformistes, désorientée par les errements de sa propre avant-garde, mais elle n'est pas encore battue, ses forces ne sont pas encore épuisées... Non, le prolétariat d'Allemagne est encore puissant. Les calculs les plus optimistes s'avèreront complètement dépassés le jour où l'énergie révolutionnaire se fraiera un chemin dans l'arène de l'action.

Le régime Brüning est un régime préparatoire. À quoi ? Soit à la victoire du fascisme, soit à la victoire du prolétariat. Ce régime est préparatoire parce que les deux camps se préparent au combat décisif. Tirer un trait d'égalité entre Brüning et Hitler, c'est identifier la situation avant le combat à la situation après la défaite ; cela veut dire considérer à l'avance la défaite comme inévitable, cela signifie appeler à capituler sans combat. La majorité écrasante des ouvriers, particulièrement des communistes, n'en veut pas. La bureaucratie stalinienne, naturellement, n'en veut pas non plus. Il ne faut pas s'en tenir à de bonnes résolutions dont Hitler se servira pour paver son enfer, mais comprendre le sens objectif de la politique, son orientation, ses tendances. Il faut dévoiler jusqu'au bout le caractère passif, lâche, attentiste, capitulard et déclamatoire de la politique de Staline - Manouïlsky - Thaelmann - Remmele. Il faut que les ouvriers révolutionnaires comprennent que c'est le Parti communiste qui détient la clé de la situation ; mais avec cette clé la bureaucratie stalinienne s'efforce de fermer les portes donnant sur l'action révolutionnaire.

15. La situation est-elle sans espoir ?

C'est une tâche difficile que de mobiliser d'un seul coup, la majorité de la classe ouvrière allemande pour une offensive. Après les défaites de 1919, 1921 et 1923, après les aventures de la "troisième période", les ouvriers allemands, qui sont déjà solidement tenus par de puissantes organisations conservatrices, ont vu se développer en eux des centres d'inhibition. Mais cette solidité [suite pp. suiv.]

organisationnelle des ouvriers allemands, qui, jusqu'à présent, a empêché toute pénétration du fascisme dans leurs rangs, ouvre les plus larges possibilités pour des combats défensifs.

Il faut avoir présent à l'esprit le fait que la politique de front unique est beaucoup plus efficace dans la défense que dans l'attaque. Les couches conservatrices ou arriérées du prolétariat sont entraînées plus facilement dans une lutte pour défendre des acquis que pour la conquête de nouvelles positions.

Les décrets d'exception de Brüning et la menace venant d'Hitler sont, en ce sens, un signal d'alarme "idéal" pour la politique de front unique. Il ne s'agit pas de défense au sens le plus élémentaire et le plus évident du terme. Il est possible, dans ces conditions, de gagner au front unique la grande majorité de la classe ouvrière. Bien plus, les objectifs de la lutte ne peuvent pas ne pas rencontrer de la sympathie parmi les couches inférieures de la petite bourgeoisie, y compris les boutiquiers des quartiers et des districts ouvriers.

Malgré toutes les difficultés et les dangers, la situation actuelle en Allemagne présente des avantages énormes pour le parti révolutionnaire ; elle dicte de façon impérative un plan stratégique clair : de la défensive à l'offensive. Sans renoncer un seul instant à son objectif principal qui demeure la conquête du pouvoir, le Parti communiste occupe, pour les actions immédiates, une position défensive. Il est temps de rendre à la formule "Classe contre classe", sa signification réelle !

La résistance des ouvriers à l'offensive du capital et de l'État provoquera inévitablement une offensive redoublée du fascisme. Quelque timide qu'aient été les premiers pas de la défense, la réaction de l'adversaire resserrera rapidement les rangs du front unique, élargira ses tâches, rendra nécessaire l'application de méthodes plus décidées, rejettera hors du front unique les couches réactionnaires de la bureaucratie, renforcera l'influence des communistes, tout en faisant sauter les barrières entre les ouvriers, et préparera, ainsi, le passage de la défensive à l'offensive.

Si dans les combats défensifs, le Parti communiste gagne la direction - et avec une politique juste cela ne fait aucun doute -, il ne devra en aucun cas demander aux directions réformistes et centristes leur accord pour le passage à l'offensive. Ce sont les masses qui décident : à partir du moment où elles se détachent de la direction réformiste, un accord avec cette dernière perd toute signification. Perpétuer le front unique traduirait une incompréhension totale de la dialectique de la lutte révolutionnaire et reviendrait à transformer le front unique de tremplin en barrière.

Les situations politiques les plus difficiles sont, dans un certain sens, les plus faciles : elles n'admettent qu'une seule solution. Quand on désigne clairement une tâche par son nom, en principe on l'a déjà résolue : du front unique pour la défensive à la conquête du pouvoir sous le drapeau du communisme.

Quelles sont les chances de réussite ? La situation est difficile. L'ultimatisme ultragauche est un support du réformisme. Le réformisme soutient la dictature bureaucratique de la bourgeoisie. La dictature bureaucratique de Brüning aggrave l'agonie économique du pays et nourrit le fascisme.

La situation est très difficile et très dangereuse, mais nullement désespérée. L'appareil stalinien, bénéficiant d'une autorité usurpée et des ressources matérielles de la Révolution d'octobre, est très fort mais il n'est pas tout-puissant. La dialectique de la lutte des classes est plus forte. Il faut seulement savoir l'aider en temps opportun.

Aujourd'hui, beaucoup de gens "à gauche" affichent un grand pessimisme quant au sort de l'Allemagne. En 1923, disent-ils, quand le fascisme était encore très faible et que le Parti communiste jouissait d'une grande influence dans les syndicats et les comités d'usine, le prolétariat n'a pas remporté la victoire ;

comment pourrait-on attendre une victoire aujourd'hui, alors que le parti s'est affaibli et que le fascisme est incomparablement plus fort ?

Cet argument, à première vue convaincant, est en fait totalement fallacieux. En 1923, on s'arrêta devant le combat : devant le spectre du fascisme le parti refusa le combat. Quand il n'y a pas de lutte, il ne peut y avoir de victoire. C'est précisément la force du fascisme et sa pression qui excluent aujourd'hui toute possibilité de refuser le combat. Il faut se battre. Et si la classe ouvrière allemande engage le combat, elle peut vaincre. Elle doit vaincre.

Hier encore les grands chefs déclaraient : "Que les fascistes arrivent au pouvoir, cela ne nous fait pas peur, ils s'épuiseront rapidement eux-mêmes, etc." Cette idée prédomina au sommet du parti pendant plusieurs mois. Si elle s'était enracinée définitivement, cela aurait signifié que le Parti communiste cherchait à chloroformer le prolétariat avant qu'Hitler ne lui coupe la tête. C'est là qu'était le danger principal. Aujourd'hui, personne ne défend plus cette idée. Nous avons remporté une première victoire. L'idée que le fascisme doit être écrasé avant son arrivée au pouvoir, a pénétré les masses ouvrières. C'est une victoire importante. Toute l'agitation future doit partir de là.

Les masses ouvrières sont abattues. Le chômage et le besoin les accablent. Mais la confusion de la direction, le gâchis qu'elle a provoqué, les tourmentent encore plus. Les ouvriers comprennent qu'il est impossible de laisser Hitler arriver au pouvoir. Mais comment ? Aucune solution n'est en vue. Les dirigeants ne sont d'aucune aide, au contraire, ils sont un obstacle. Mais les ouvriers veulent se battre.

Il est un fait surprenant que l'on n'a pas apprécié, autant que l'on puisse en juger de loin, à sa juste valeur : les mineurs de Hirsch-Dunker ont déclaré qu'il fallait remplacer le système capitaliste par le système socialiste ! Cela signifie qu'ils seront d'accord demain pour créer les Soviets, en tant que forme d'organisation de toute la classe. Peut-être que dès aujourd'hui ils sont d'accord : il suffit de leur demander ! Ce symptôme à lui seul est cent fois plus important que tous les jugements impressionnistes de ces messieurs, hommes de lettres et beaux parleurs, qui se plaignent dédaigneusement des masses.

On observe effectivement dans les rangs du Parti communiste une certaine passivité, malgré les criaillements de l'appareil. Et pourquoi donc ? Les communistes de la base viennent de plus en plus rarement à leurs réunions de cellule, où on les abreuve de phrases creuses. Les idées qui viennent d'en-haut ne peuvent être appliquées ni à l'usine ni dans la rue. L'ouvrier a conscience de la contradiction irréductible qu'il y a entre ce dont il a besoin quand il est face aux masses, et ce qu'on lui apporte dans les réunions officielles du parti. L'atmosphère artificielle, créée par un appareil criard, fanfaron et qui ne supporte pas les objections, devient insupportable pour les simples membres du parti. D'où le vide et la froideur des réunions. Cela traduit non un refus de la lutte mais un désarroi politique et une sourde protestation contre une direction toute-puissante mais stupide.

Ce désarroi dans les rangs du prolétariat est un encouragement pour les fascistes. Ils poursuivent leur offensive. Le danger grandit. Mais précisément cette approche du danger fasciste sensibilisera de manière extraordinaire les ouvriers d'avant-garde et créera une atmosphère favorable pour avancer des propositions claires et simples, débouchant sur l'action.

Se référant à l'exemple de Braunschweig, [Münzenberg](#) écrivait en novembre de l'année dernière : "Aujourd'hui, il ne peut y avoir aucun doute que ce front unique surgira un jour spontanément sous la pression grandissante de la terreur fasciste et des attaques fascistes." Münzenberg ne nous explique pas pourquoi le Comité central, dont il fait partie, n'a pas fait des événements de Braunschweig le point de départ d'une politique hardie de front unique. Peu importe : Münzenberg, bien qu'il reconnaisse par là sa propre inconsistance, a raison dans son pronostic.

L'approche du danger fasciste ne peut que provoquer la radicalisation des ouvriers sociaux-démocrates et même de couches importantes de l'appareil réformiste. L'aile révolutionnaire du SAP fera sans aucun doute un pas en avant. Dans ces conditions, un tournant de l'appareil communiste est plus ou moins inévitable, même au prix de cassures et de scissions internes. C'est à un tel développement qu'il faut se préparer.

Un tournant des staliniens est inévitable. Certains symptômes donnent déjà la mesure de la force de la pression exercée par la base : certains arguments ne sont plus repris, la phraséologie devient de plus en plus confuse, les mots d'ordre de plus en plus ambigus ; en même temps, on exclut du parti ceux qui ont eu l'imprudence de comprendre les tâches avant le Comité central. Ce sont des symptômes qui ne trompent pas, mais pour l'instant ce ne sont que des symptômes.

À plusieurs reprises déjà, dans le passé, la bureaucratie stalinienne a gâché des centaines de tonnes de papier dans une polémique contre le "trotskysme" contre-révolutionnaire, pour finalement effectuer un tournant à 180° et essayer de réaliser le programme de l'opposition de gauche, souvent, à vrai dire, avec un retard fatal.

En Chine, le tournant fut pris trop tard et sous une forme telle qu'il donna en fait le coup de grâce à la révolution (de soulèvement de Canton !). En Angleterre, le "tournant" fut à l'initiative de l'adversaire, c'est-à-dire du conseil général qui rompit avec les staliniens quand il n'eut plus besoin d'eux. En URSS le tournant de 1928 arriva encore à temps, pour sauver la dictature de la catastrophe imminente. Il n'est pas difficile d'expliquer les différences entre ces trois exemples importants. En Chine, le Parti communiste, jeune et inexpérimenté, suivait aveuglément la direction moscovite ; en fait, la voix de l'opposition de gauche n'eut pas le temps d'arriver jusqu'en Chine. C'est ce qui se passa également en Angleterre. En URSS, l'opposition de gauche était présente et menait une campagne sans relâche contre la politique à l'égard des koulaks.

En Chine et en Angleterre, Staline et Cie prenaient des risques à distance ; en URSS, le danger planait sur leur propre tête.

L'avantage politique de la classe ouvrière allemande tient déjà au fait que tous les problèmes ont été posés ouvertement et en temps voulu ; l'autorité de la direction de l'Internationale communiste est considérablement entamée ; l'opposition marxiste agit sur place, en Allemagne même ; l'avant-garde du prolétariat compte des milliers d'éléments expérimentés et critiques, qui sont capables d'élever leur voix et qui commencent déjà à la faire entendre.

En Allemagne, l'opposition de gauche est numériquement faible. Mais son influence politique peut se révéler décisive lors d'un tournant historique brusque. De même que l'aiguilleur peut, en appuyant opportunément sur un levier, envoyer un train lourdement chargé sur une autre voie, de même la faible opposition peut, en appuyant sur le levier idéologique d'un geste ferme et assuré, obliger le train du Parti communiste allemand et surtout le lourd convoi du prolétariat allemand à changer de direction.

Les événements prouvent, chaque jour davantage, la justesse de notre position. Quand le plafond se met à brûler au-dessus de leur tête, les bureaucrates les plus obtus ne se soucient plus de leur prestige. Et les conseillers secrets sautent alors par la fenêtre, avec leur seul caleçon. La pédagogie des faits aidera notre propre critique.

Le Parti communiste allemand réussira-t-il à prendre ce tournant à temps ? On ne peut en parler maintenant que de manière conditionnelle. Sans la frénésie de la " troisième période ", le prolétariat allemand serait déjà au pouvoir. Si le Parti communiste avait accepté le programme d'action, mis en avant par l'opposition de gauche après les dernières élections au Reichstag, la victoire aurait été

assurée. Aujourd'hui, il n'est pas possible de parler de victoire à coup sûr. Mais on peut qualifier d'opportun le tournant qui permettra aux ouvriers allemands d'entrer en lutte, avant que le fascisme ne s'empare de l'appareil d'État.

Pour arracher ce tournant, un immense effort est nécessaire. Il faut que les éléments d'avant-garde du communisme, à l'intérieur et à l'extérieur du parti ne craignent pas d'agir. Il faut lutter ouvertement contre l'ultimatum borné de la bureaucratie, à l'intérieur du parti et devant les masses ouvrières.

"Mais c'est une rupture de discipline ?" dira un communiste hésitant. Bien sûr, c'est une rupture de la discipline stalinienne. Aucun révolutionnaire sérieux ne rompra la discipline, même formelle, s'il n'a pour cela des raisons impérieuses. Mais celui qui, se couvrant de la discipline, tolère une politique dont le caractère désastreux est évident, celui-là n'est pas un révolutionnaire mais une chiffes molle, une canaille velléitaire. Ce serait un crime de la part des communistes oppositionnels que de s'engager comme [Urbahns](#) et Cie sur la voie de la création d'un nouveau Parti communiste, avant même d'avoir fait des efforts sérieux pour changer l'orientation de l'ancien parti. Il n'est pas difficile de créer une petite organisation indépendante. Mais créer un nouveau Parti communiste est une tâche gigantesque. Les cadres nécessaires pour une telle tâche existent-ils ? Si oui, qu'ont-ils fait pour influencer les dizaines de milliers d'ouvriers qui sont membres du parti officiel ? Si ces cadres s'estiment capables d'expliquer aux ouvriers la nécessité d'un nouveau parti, alors ils doivent, avant toute chose, se mettre eux-mêmes à l'épreuve, en travaillant à la régénérescence du parti existant.

Poser aujourd'hui le problème d'un troisième parti signifie s'opposer, à la veille d'une grande décision historique, à des millions d'ouvriers communistes, qui, bien que mécontents de leur direction, restent attachés à leur parti par un de conservation révolutionnaire. Il faut trouver un langage commun avec ces millions d'ouvriers communistes. Il faut malgré les insultes, les calomnies et les persécutions, arriver jusqu'à la conscience de ces ouvriers, leur montrer que nous voulons la même chose qu'eux ; que nous n'avons pas d'autres intérêts que ceux du communisme ; que la voie que nous indiquons est la seule voie juste.

Il faut démasquer impitoyablement les capitulards ultragauches ; il faut exiger des "dirigeants" une réponse claire à la question : que faire maintenant ? et proposer sa propre réponse pour tout le pays, pour chaque région, pour chaque ville, pour chaque quartier, pour chaque usine.

À l'intérieur du parti, il faut créer des cellules de bolcheviks-léninistes. Ils doivent inscrire sur leur drapeau : changement d'orientation et réforme du régime du parti. Là où ils s'assureront une base solide, ils doivent passer à l'application dans les faits de la politique de front unique, même à une échelle locale peu importante. La bureaucratie du parti les exclura ? Bien sûr, mais son règne dans les conditions actuelles ne durera pas longtemps.

Une discussion publique, sans interruption des réunions, sans citation tronquée, sans calomnie venimeuse, un échange loyal d'opinions sont nécessaires dans les rangs des communistes et de tout le prolétariat : c'est ainsi qu'en Russie, durant toute l'année 1917, nous avons polémique avec tous les partis et au sein même de notre parti. Il faut au travers de cette large discussion, préparer un congrès extraordinaire du parti avec un point unique à l'ordre du jour : "Qu'allons-nous faire ?" Les oppositionnels de gauche ne sont pas des intermédiaires entre le Parti communiste et la social-démocratie. Ce sont les soldats du communisme, ses agitateurs, ses propagandistes, ses organisateurs. Il faut se tourner vers le parti ! Il faut lui expliquer ! Il faut le convaincre !

Si le Parti communiste se voit forcé d'appliquer la politique de front unique, cela permettra de repousser presque à coup sûr l'offensive des fascistes. Et une victoire sérieuse sur le fascisme ouvrira la voie à la dictature du prolétariat.

Mais le fait d'avoir pris la tête de la révolution ne suffira pas à résoudre toutes les contradictions que le Parti communiste porte en lui. La mission de l'opposition de gauche ne sera nullement terminée. En un sens, elle ne fera que commencer. La victoire de la révolution prolétarienne en Allemagne devrait avoir pour première tâche, la liquidation de la dépendance bureaucratique à l'égard de l'appareil stalinien.

Demain, après la victoire du prolétariat allemand et même avant, dans sa lutte pour le pouvoir, le carcan qui paralyse l'Internationale communiste sautera. L'indigence des idées du centrisme bureaucratique, les limitations nationales de son horizon, le caractère anti prolétarien de son régime, tout cela apparaîtra à la lumière de la révolution allemande qui sera incomparablement plus vive que celle de la Révolution d'octobre. Les idées de Marx et de Lénine triompheront inmanquablement au sein du prolétariat allemand.

